



IsraËl approuve la proposition visant à enregistrer les terres de Cisjordanie comme propriété de l'État

Description

IsraËl approuve un plan visant à revendiquer des terres de Cisjordanie moins que les Palestiniens ne prouvent leur propriété, suscitant des accusations d'annexion.



Les forces israéliennes démolissent une maison palestinienne, Beit Awa, Cisjordanie, le 11.02.26
Photographe : Mosab Shawer image : activestills

Par le personnel et les agences de presse d'Al Jazeera, le 15 février 2026

Le gouvernement israélien a approuvé un plan visant à revendiquer de vastes zones de la Cisjordanie occupée comme « propriété d'état » si les Palestiniens ne peuvent prouver leur propriété, suscitant un tollé régional et des accusations d'« annexion de facto ».

La chaîne israélienne *Kan* a rapporté dimanche que la proposition avait été soumise par le ministre des Finances d'extrême droite Bezalel Smotrich, le ministre de la Justice Yariv Levin et le ministre de la Défense Israël Katz.

Smotrich a déclaré que cette mesure était la continuation de « la révolution des colonies pour contrôler toutes nos terres », tandis que Levin l'a qualifiée d'« expression de l'engagement du gouvernement israélien à renforcer son emprise sur toutes ses parties ».

La décision ouvre la voie à la reprise des processus de « régulation du titre foncier », qui sont gelés depuis l'occupation de la Cisjordanie par Israël en 1967.

Cela signifie que lorsqu'Israël entame le processus d'enregistrement des terres pour une certaine zone, toute personne revendiquant la terre doit soumettre des documents prouvant sa propriété. Mais après des décennies d'occupation, le seuil pour prouver la propriété palestinienne est extrêmement élevé, et cette mesure pourrait déposséder des milliers de Palestiniens de leurs droits sur leurs terres.

La présidence palestinienne a condamné cette décision dans un communiqué, la qualifiant d'« escalade grave et de violation flagrante du droit international », qui équivaut à une « annexion de facto ».

Elle a appelé la communauté internationale, en particulier les États-Unis et le Conseil de sécurité des Nations unies, à intervenir immédiatement.

« Nulle et non avenue »

Le Hamas a vigilement dénoncé cette mesure israélienne, la qualifiant de tentative « de voler et de judaïser des terres en Cisjordanie occupée en les enregistrant comme soi-disant « terres d'État » ».

Le groupe, qui a mené les attaques d'octobre 2023 dans le sud d'Israël et combattu contre la guerre génocidaire d'Israël à Gaza, a qualifié l'approbation de « décision nulle et non avenue » mise par une puissance occupante illégitime ».

« C'est une tentative d'imposer par la force la colonisation et la judaïsation sur le terrain, en violation flagrante du droit international et des résolutions pertinentes de l'ONU », a-t-il ajouté.

La décision israélienne est la dernière étape pour approfondir son contrôle sur la Cisjordanie occupée. Ces derniers mois, Israël a considérablement élargi la construction dans les colonies illégales, installé des avant-postes et apporté des changements bureaucratiques importants à ses politiques dans le territoire pour renforcer son emprise et affaiblir l'Autorité palestinienne.

La mesure s'appliquera à une zone connue sous le nom de Zone C en Cisjordanie. C'est l'une des trois zones dans lesquelles le territoire a été divisé lors de la signature des Accords d'Oslo dans les années 1990.

La zone est sous contrôle militaire israélien total.

On estime que plus de 300 000 Palestiniens vivent dans la Zone C, avec beaucoup d'autres dans les communautés environnantes dépendant de ses terres agricoles et de pâturages.

La plupart des terres palestiniennes n'ont pas été officiellement enregistrées en raison de procédures juridiques longues et coûteuses, y compris l'exigence de documents vieux de plusieurs décennies qui peuvent avoir été perdus ou détruits pendant les périodes de guerre ou d'occupation.

Israël peut désormais contester la propriété de terres auxquelles il avait précédemment refusé l'accès aux Palestiniens.

Le groupe israélien anti-colonisation *Peace Now* a déclaré que le processus équivaut probablement à une « appropriation de terres » des Palestiniens.

« Cette mesure est très spectaculaire et permet à Israël de prendre le contrôle de presque toute la Zone C », a déclaré Hagit Ofran, directrice du programme *Settlement Watch* de *Peace Now*.

« Les Palestiniens seront envoyés pour prouver leur propriété d'une manière qu'ils ne pourront jamais faire », a déclaré Ofran à l'agence de presse *Associated Press*. « Et de cette façon, Israël pourrait s'emparer de 83 % de la Zone C, ce qui représente environ la moitié de la Cisjordanie. »

Le processus d'enregistrement pourrait commencer dès cette année, a-t-elle déclaré.

Toll régional

Des experts ont déclaré que cette mesure place également le gouvernement israélien en violation flagrante du droit international, qui stipule qu'une puissance occupante ne peut confisquer ou coloniser des terres dans les territoires occupés.

Xavier Abu Eid, analyste politique basé en Cisjordanie, a également décrit cette mesure comme une annexion de facto du territoire palestinien, avertissant qu'elle remodelera profondément le paysage civil et juridique en éliminant ce que les ministres israéliens ont appelé des « obstacles juridiques » de longue date à l'expansion illégale des colonies.

Parlant depuis Ramallah, Abu Eid a déclaré à *Al Jazeera* qu'Israël « emballe l'annexion » dans « une mesure bureaucratique ».

« Les gens doivent comprendre que ce n'est pas seulement une étape vers l'annexion. Nous vivons l'annexion alors que nous parlons aujourd'hui. Ce que le gouvernement israélien fait, c'est mettre en œuvre son programme politique : une politique qui a déjà commencé à se faire », a-t-il déclaré.

La mesure israélienne a également été dénoncée par les pays de la région.

Le ministre jordanien des Affaires étrangères a condamné la décision d'Israël « dans les termes les plus fermes », la décrivant comme une « violation flagrante du droit international ».

Le ministre qatarien des Affaires étrangères a également dénoncé cette mesure, déclarant qu'il la considèrerait comme « une extension de ses plans illégaux visant à priver le peuple palestinien de ses droits ». Dans un communiqué, le ministre a souligné la nécessité d'une solidarité internationale pour faire pression sur Israël afin qu'il arrête le plan « pour éviter ses graves répercussions ».

Le ministre égyptien des Affaires étrangères a déclaré que de telles actions constituent une « violation flagrante » du droit international et du droit international humanitaire, en particulier de la

Quatrième Convention de Genève, ainsi que des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l ONU, notamment la Résolution 2334 de 2016.

Le ministère turc des Affaires étrangères a également condamné cette mesure, affirmant qu elle visait   imposer l autorit  d Isra l sur la Cisjordanie et   étendre les activités de colonisation.

Le ministère a qualifié cette étape de  « nulle et non avenue  », soulignant qu Isra l n a aucune souveraineté sur le territoire palestinien occupé. Il a ajouté que les politiques expansionnistes du gouvernement israélien en Cisjordanie compromettent les efforts de paix en cours dans la région et nuisent aux perspectives d une solution   deux  tats.

Il n y a eu aucun commentaire immédiat des  tats-Unis.

Les précédentes administrations américaines ont vivement condamné l expansion de l activit  et du contrôle israéliens en Cisjordanie, mais le Premier ministre Benjamin Netanyahu entretient une relation particulièrement étroite avec le président Donald Trump.

Les deux se sont rencontrés la semaine dernière   Washington, DC, pour la septième fois au cours de l ann e écoulée.

Bien que Trump ait exclu l annexion de la Cisjordanie par Israël, son administration n a pas cherché   freiner la construction accélérée de colonies par Israël.

Plus de 700 000 Israéliens vivent dans des colonies illégales en Cisjordanie occupée.

La plus haute juridiction de l ONU, quant   elle, a déclaré dans un avis consultatif non contraignant en 2024 que l occupation par Israël du territoire palestinien et les colonies en Cisjordanie sont illégales et devraient prendre fin dès que possible.

Traduction pour l Agence Média Palestine : L.D

Source : [Al Jazeera](#)

date créée
2026/02/16